

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX
36000 Chateauroux

Chateauroux, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICTOM Champagne Berrichonne

ZI avenue Jean Bonnefont
36100 Issoudun

Références : VI 06/03/24 UD36 (RB)
Code AIOT : 0010011126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement SICTOM Champagne Berrichonne implanté l'Echineau 36260 Paudy. L'inspection a été annoncée le 29/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite APMED pris le 08/06/2023, délai évacuation des déchets verts accordé par M. le préfet jusqu'au 31/12/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICTOM Champagne Berrichonne
- l'Echineau 36260 Paudy
- Code AIOT : 0010011126

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site est encadrée par un arrêté du 11 juin 2003 portant fermeture, remise en état et post suivi trentenaire du centre d'enfouissement technique de résidus urbains de classe II de l'Echineau, exploité par le SICTOM de Champagne Berrichonne, sur le territoire des communes de Paudy et Giroux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	1er programme de suivi (01/06/03 au 01/06/08)	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 28	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Traitement lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 13	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Contrôles des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 19	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 7	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 10	Susceptible de suites	Sans objet
3	accès - Panneau d'information	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Piézomètres de contrôle	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 11		
8	DECHETS	Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...]. Une échelle de corde ou tout dispositif équivalent devra permettre une évacuation rapide de toute personne tombée accidentellement dans le bassin.
Constats : Pas d'écart constaté. Le 22/11/2023, l'exploitant a transmis un rapport et une photo pour clôturer cet écart. Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a pu constater la présence d'une échelle en corde.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 1er programme de suivi (01/06/03 au 01/06/08)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, 1er programme de suivi (01/06/03 au 01/06/08)

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant adressera un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la couverture. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas transmis le mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la couverture. L'exploitant a échangé avec l'inspection des installations classées pour mieux comprendre les attendus, suite à des recherches il dispose de certains documents et à fait appel à un bureau d'étude pour réaliser le mémoire, un devis du bureau d'étude ENCEM (Réf : 2024-01-149) du 31/03/2024 a été transmis à l'inspection des installations classées, ce dernier ne fait pas référence à la mesure des émissions diffuses émis par le tas de déchets enfouis, il s'agira de cibler les zones à traiter et de s'assurer que la reprise de la couverture atteint la performance attendue dans la maîtrise des rejets diffus, des travaux de renforcement et de reprise de la couverture devront être réalisés si des émissions subsistent. L'exploitant a été informé des attendus le jour de la visite d'inspection. Ecart: mémoire sur l'état du site non-réalisé L'exploitant devra y intégrer une cartographie des émissions diffuses.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : accès - Panneau d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Panneau d'information
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>Un panneau d'information conçu en matériaux résistant, mentionnera de façon indélébile et nettement visible:</p> <ul style="list-style-type: none"> - SICTOM de Champagne Berrichonne - Centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de l'Echineau - Site fermé, remise en état faisant l'objet d'un post-suivi trentenaire - par arrêté préfectoral 2003-E-... du ... - accès interdit
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Le 22/11/2023, l'exploitant a transmis un rapport et une photo pour clôturer cet écart. Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a pu constater la présence du panneau d'affichage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traitement lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des lixiviats</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les lixiviats seront extraits de bassin de stockage, par bâchées, transportés et éliminés en station d'épuration externe apte à les traiter dans de bonnes conditions. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un bassin de collecte des lixiviats, il semblerait que ce dernier ne collecte pas les lixiviats mais seulement les eaux de pluies car les puits à lixiviats ne sont pas branchés à une pompe (écart constaté en 2008) pour les évacuer vers le bassin. Le jour de la visite d'inspection, les 11 puits à lixiviats étaient remplis d'eau. Selon l'article 10 de l'arrêté post-exploitation, l'étanchéité du bassin à lixiviats de 1700 m3 doit être vérifiée tous les 2 ans et être protégé des eaux de pluies, ce qui n'est pas le cas.</p> <p>Selon les informations transmises par l'exploitant, des analyses étaient réalisées sur les lixiviats avant 2018 sans savoir s'il s'agit de prélèvements réalisés dans le bassin ou dans les puits à lixiviats.</p> <p>Ecart: le bassin à lixiviat n'a pas été vidangé. L'exploitant devra réaliser des analyses des eaux dans le bassin à lixiviats, si les analyses ne sont pas contaminées, purger les eaux vers le bassin à orage puis les déverser dans le milieu naturel en</p>

respectant les exigences de l'arrêté préfectoral. Si les eaux sont polluées, elles devront être évacuées dans une filière agréée (BSD à l'appui).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Piézomètres de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres de contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] les têtes de puits seront couvertes protégées des eaux de ruissellement et cadenassées. Elles seront par ailleurs identifiables par un numéro peint sur ouvrage [...]</p>
Constats : <p>Pas d'écart constaté. Le 22/11/2023, l'exploitant a transmis un rapport et une photo pour clôturer cet écart. Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a pu constater que les têtes des piézomètres du site étaient couvertes, cadenassées et identifiées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contôles des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Contôles des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chacun des 3 piézomètres fera l'objet, aux frais de l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une analyse de référence tous les 4 ans; - d'une analyse annuelle plus simplifiée comprenant la recherche des métaux lourds. <p>Les paramètres de chaque type d'analyse figurent en annexe1 de l'arrête préfectoral d'autorisation du 11 juin 2003 [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé l'analyse des eaux souterraines dans 2 des 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval) et à transmis après analyse les résultats à l'inspection des installations classées le 22/11/2023 (prélèvements réalisés le 22/06/2023).</p> <p>L'exploitant a transmis également les analyses des piézomètres antérieures à 2018.</p> <p>Ecart: l'analyse des eaux souterraines n'a pas été réalisée dans les 3 piézomètres.</p> <p>L'exploitant réalisera les prochaines analyses (analyses simplifiées tous les ans) dans les 3 piézomètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Collecte des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fossés de collecte des eaux pluviales seront maintenus et entretenus [...] au point de rejet au milieu naturel, il sera réalisé une fois par an, à l'occasion d'un épisode pluvieux représentatif, une analyse des eaux pluviales rejetées portant sur les paramètres décrits en annexe1 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003. Les normes de rejet à respecter sont définies en annexe2 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2003.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a réalisé l'analyse des eaux de rejet d'eaux pluviales et à transmis après analyse les résultats à l'inspection des installations classées le 22/11/2023 (prélèvements réalisés le 22/06/2023). les eaux de pluies collectées dans un bassin à orage sont évacuées après analyses dans le milieu naturel via un tuyau trop plein vers le ruisseau Le Vouets.</p> <p>Les analyses PFAS sur les eaux de rejets dans le milieu naturel exigées dans l'arrêté ministériel du 23 juin 2023 n'ont pas été réalisées.</p> <p>L'exploitant a transmis également les analyses des eaux pluviales antérieures à 2018.</p> <p>Ecart: l'analyse sur les eaux de rejet intégrant les 3 campagnes de mesures des PFAS n'a pas été réalisée .</p> <p>L'exploitant réalisera lors des prochaines analyses la campagne de 3 mesures consécutives de PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : DECHETS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2003, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage déchets verts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Afin de favoriser le réensemencement, la terre végétale de couverture pourra être enrichie par du broyat de déchets verts jusqu'au 31 décembre 2004. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 06/03/2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence de broyats de déchets verts en faible quantité, la grande partie des déchets verts présents lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 ont été évacués vers un centre de traitement de déchets verts disposant d'une plateforme réglementaire selon les déclarations de l'exploitant, le devis a été validé le 29/11/2023 pour un début de mission au 01/01/2024.</p> <p>L'inspecteur en charge du dossier a procédé à une visite inopinée le 02/04/2024, le tas de broyats de déchets verts avait été évacué.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Sans suite